



World Water Council

5^{ème} Forum mondial de l'eau

Istanbul, 16-22 mars 2009

Les 25 résultats clés





Pendant l'organisation du 5^{ème} Forum mondial de l'eau, la communauté internationale de l'eau a travaillé conjointement selon le précepte de "Bridging Divides for Water" (établir des passerelles entre nos divergences). Les personnes qui ont participé activement à la préparation et à l'événement même ont vite réalisé qu'ils ont plus de choses en commun qui les unissent plus qu'ils ne les séparent, et surtout qu'ils partagent le même ferveur de fournir de l'eau aux plus démunis. À Istanbul, nous avons amélioré notre compréhension commune de nombreuses questions en acceptant de discuter d' « autres » points de vue.

Nous avons planifié de nouvelles voies à suivre afin d'assurer un progrès conjoint et continu. Dans certains cas, les passerelles construites sont encore fragiles et doivent être renforcées. Mais on a établi des connexions importantes. Les résultats clés les plus importants sont décrits dans les pages ci-après, Mais n'oublions pas les milliers d'expériences individuelles qui ont contribué au Forum, chacune ajoutant une goutte à la rivière...

Les Processus politiques



Déclaration ministérielle

Les Ministres et les chefs de délégation réunis à Istanbul du 20 au 22 mars 2009 à l'occasion du 5^{ème} Forum mondial de l'eau ont adopté une Déclaration ministérielle et un Guide de l'eau, parallèle, qui aborde les défis mondiaux à relever en

termes d'eau dans le contexte du développement durable et des changements mondiaux. La Déclaration ministérielle comprend plusieurs engagements comme ceux d'intensifier les efforts en vue de la réalisation des ODM, de mettre en œuvre la GIRE et le partage d'information au niveau des bassins versants, ainsi que de prévenir et de répondre aux désastres liés à l'eau. En outre, il encourage également une meilleure recherche scientifique, l'éducation, les technologies et l'utilisation de ressources financières, tout en mettant l'accent sur le besoin de partager les expériences et les meilleures pratiques.

Pour la première fois dans l'histoire du Forum, les documents ministériels se sont fondés sur les contributions thématiques et étaient structurés selon le même cadre de travail. Une série de 4 réunions de PrepCom auxquelles ont activement participé les coordinateurs thématiques et les représentants des groupes sociaux, aux côtés d'une centaine de délégations de gouvernements nationaux, a ensuite permis de les développer. En outre, huit tables rondes ministérielles ont été organisées le 21 mars 2009 à Istanbul dont les conclusions arrivaient indépendamment à celles du processus thématique.



5^{ème} Forum mondial de l'eau Faits et chiffres

- Approximativement 16.000 participants engagés et plus de 30.000 participants au total dont la Foire / Expo: des représentants de gouvernements nationaux et locaux, d'Agences de l'ONU, d'organisations intergouvernementales, de la société civile, du monde universitaire, d'opérateurs d'eau, des affaires et de l'industrie, de groupes d'indigènes, de la jeunesse et des médias
- 182 pays représentés
- 1.300 participants au processus politique: 165 délégations, 90 ministres et 19 sous-secrétaires, plus de 250 parlementaires, plus de 300 maires et élus locaux
- 106 sessions préparées par plus de 400 organisations
- 5 panels de haut niveau
- 7 processus régionaux
- 1.000 représentants de médias ayant produit 2.000 articles et reportages internationaux
- 1.000 participants sponsorisés



Hormis la difficulté pour un nombre restreint de pays d'accepter en principe l'intégration du Droit à l'eau à la déclaration ministérielle, 32 pays l'ont déjà inclus dans leur cadre juridique. Le principal débat concernait d'ailleurs la distinction de l'eau comme un droit de l'Homme ou un droit social et économique, ce dernier concept étant déjà largement accepté. Le Comité des Nations Unies sur les droits de l'Homme prévoit une évaluation approfondie des implications de l'eau en tant que droit de l'Homme, qui facilitera certainement la réflexion sur ce sujet.



Le pacte des villes pour faciliter l'adaptation aux défis liés à l'eau

Deux cent cinquante autorités locales et régionales issues de 53 pays étaient représentées à Istanbul. Le processus politique des autorités locales et régionales a produit le Pacte d'Istanbul pour l'Eau (IWC), un nouveau traité pour les autorités locales et régionales souhaitant adapter leurs infrastructures et services d'eau aux nouveaux défis auxquels ils sont confrontés, comme le changement climatique, la croissance urbaine galopante, l'épuisement et la pollution des ressources en eau ou encore l'usure des infrastructures. Les 58

signataires de l'IWC se sont engagés à préparer un plan d'action afin d'analyser ces défis et de les relever, à mettre en place une série d'indicateurs et à rapporter les progrès réalisés à l'occasion du prochain Forum mondial de l'eau. Par ailleurs, 10 grandes villes, dont Vienne, Lausanne, Incheon, Paris et Buenos Aires, serviront de catalyseurs sur des questions spécifiques en qualité de « villes pilotes » de l'IWC.



Le lancement du Service international d'assistance pour les parlementaires

Le 5ème Forum mondial de l'eau a réuni une assemblée sans précédent, constituée de 263 parlementaires issus de 57 pays, allant de l'Argentine à l'Angola en passant par la Corée du Sud et le Yémen. Les parlementaires ont été encouragés à anticiper, à se préparer, à se responsabiliser et à agir face à différents défis comme la

décentralisation de l'autorité, les changements mondiaux, la gouvernance et la coopération transfrontalière. Ils ont spécifiquement demandé au Conseil mondial de l'eau de mettre en place un Service international permanent d'assistance, afin de faciliter la coopération politique sur la législation de l'eau et sa mise en œuvre, qui servirait à :

- *Coordonner* : Diriger la responsabilité pour décréter des lois sur l'eau et l'assainissement;
- *Exposer* : partager les meilleures pratiques et lois liées à l'eau dans le monde;
- *Répondre* : apporter rapidement une réponse aux questions urgentes;
- *Établir un lien* : unifier toutes les parties au sein d'un réseau mondial de coopération interparlementaire.



Les Chefs d'État mettent la sécurité sur le devant de la scène

Pour la première fois dans l'histoire du Forum, des Chefs d'État issus de onze pays se sont réunis et ont lancé un Appel à l'action généralisé, un appel qui vise la sécurité de l'eau, l'adaptation au changement climatique et une solidarité internationale par le biais de l'utilisation stratégique de la ressource la plus précieuse de la planète, l'eau. Chaque Chef d'État a partagé son ou ses vues sur la raison pour laquelle l'eau est devenue une priorité absolue lors d'une diffusion auprès des participants, suivie d'une réunion privée où ils ont discuté

de la gestion des ressources en eau dans le contexte mondial de la crise financière, du changement climatique et de la fluctuation des prix de l'alimentation et de l'énergie.



Les Panels



Les Ministres s'allient pour l'adaptation au changement climatique

Les Ministres de l'Environnement et les représentants de la France, de la Turquie, des Pays-Bas, de l'Afrique du Sud et de la République tchèque se sont réunis avec des dirigeants d'organisations intergouvernementales, de gouvernements locaux et de la société civile, représentant les différentes perspectives en vue de combler l'écart politique entre l'eau et le climat. Le Panel a exprimé son souhait de voir les familles de l'eau et du climat travailler de manière plus proche. Jean-Louis Borloo, Ministre de l'Écologie, de l'Énergie, du

Développement durable et de l'Aménagement du territoire de France, a mis en relief le lien entre le changement climatique, l'eau et l'énergie, et sous l'égide de la Présidence tchèque de l'UE, a appelé à une action immédiate et concrète sur un minimum de 10 projets liés à l'eau et à l'énergie. Un plan d'action ministérielle diffusera les messages du Forum au sein du processus du CCNUCC et des discussions du COP-15.



Améliorer l'eau en temps de crise financière

À la lumière de la récente crise financière, le Panel de haut niveau sur le financement a donné aux dirigeants l'opportunité de discuter de la manière d'accroître le financement général du secteur de l'eau, en période de défis sociaux, économiques et environnementaux croissants. Au milieu des voix de la tribune contestant la légitimité du panel, les experts internationaux en eau et en finance ont appelé les dirigeants gouvernementaux et les institutions à investir davantage et de manière plus stratégique dans l'eau. Le panel a recommandé que

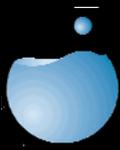
les investissements dans les infrastructures d'eau soient intégrés dans les programmes de relance budgétaire actuellement en développement afin de faire face à la crise économique. De fait, le panel a suggéré, avec une perspective optimiste, que le secteur de l'eau peut bénéficier de la crise financière parce qu'elle peut obliger à une efficacité et une innovation accrues dans le cadre de la gestion de la ressource, stimuler la croissance, générer des emplois et fournir des bénéfices élevés par rapport à un risque relativement bas.



Plan d'action pour réduire le nombre de victimes des désastres liés à l'eau

Seulement en 2008, 321 désastres ont provoqué la mort de 235.816 personnes, affecté 211 millions d'autres individus et coûté 181 milliards de dollars. En réponse, le Panel d'experts de haut niveau sur l'eau et les désastres ont identifié 6 questions spécifiques prioritaires et 40 lignes directrices de prise d'action afin de prévenir, de se préparer, de gérer, et de se redresser à l'issue des désastres liés à l'eau, présentées dans sa publication, Prévention et action en vue de réduire le nombre de victimes et l'importance des dégâts. Il a appelé les gouvernements de toutes les nations à appuyer et

adopter ces mesures immédiatement.



Harmoniser les stratégies pour l'eau, l'alimentation et l'énergie

Dans le cadre d'une occasion unique d'échanger, les représentants des secteurs de l'eau, de l'agriculture et de l'énergie, ont débattu pour la première fois de la manière dont la demande croissante de la population mondiale en alimentation et en eau peut conduire à une coopération accrue plutôt qu'à une concurrence entre les secteurs. En vue d'une croissance démographique imminente, de l'urbanisation et du changement climatique, il est urgent de créer des stratégies harmonisées. Reconnaisant la compréhension superficielle de cette relation, les panélistes ont exprimé leur souhait de continuer à travailler avec le Conseil mondial de l'eau afin de développer une orientation approfondie pour une gestion plus coordonnée de ce domaine.



Réagir pour relever les différents défis liés à l'assainissement

Le Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau, lancé lors de la semaine du Forum, stipule clairement qu'alors que l'on a réalisé de nombreux progrès dans le domaine de l'accès à l'eau dans une grande partie du monde, l'accès sécurisé à l'assainissement ne s'est pas amélioré quant à lui. Bénéficiant d'une ample représentation régionale, ce panel a discuté de l'impact positif de l'Année internationale de l'assainissement qui a permis aux questions d'assainissement de gagner une plus grande ampleur politique. Il a également discuté de certains défis redoutables que les mégapoles doivent relever et de la pollution dans les zones industrielles et côtières. En outre, les experts font pression sur les agences de développement pour dépasser le paradigme traditionnel du tout-à-l'égout et de toilettes à chasse d'eau afin d'étudier des approches plus créatives qui utilisent diverses technologies et politiques appropriées. Il a été également prouvé que de faibles investissements dans des mesures préventives génèrent de hauts bénéfices en termes de santé et de prospérité.

Le Programme thématique

Durant les nombreuses discussions qui ont eu lieu au cours d'une centaine de sessions, dont des sessions sur des sujets spécifiques et d'autres sur des thèmes transversaux, plusieurs messages généraux ont été formulés

- L'eau est un dénominateur commun de nombreuses questions de développement et la clé pour relever ces défis avec succès.
- En raison de l'interrelation des questions d'eau au sein de nombreux secteurs, seule une approche interdisciplinaire permettra de réaliser ces progrès. Il existe un besoin de renforcer les liens préalablement tissés lors du 5ème Forum
- Les changements mondiaux ont constitué un thème récurrent qui est apparu dans de nombreuses sessions du Forum.
- L'éducation, le renforcement des compétences et un soutien financier sont nécessaires dans presque tous les domaines afin de soutenir les progrès à réaliser.
- Les solutions doivent être durables et adaptées de manière flexible aux circonstances spécifiques à l'échelon local et régional : aucune approche de type « taille unique » ne peut être appliquée à la gestion de l'eau.
- Il faut intégrer les parties prenantes dès les premières étapes des processus participatifs des stratégies de développement des ressources en eau.





- Le 5^{ème} Forum mondial de l'eau permet de créer de plus grandes synergies et de mieux mettre l'accent sur les défis actuels liés à l'eau et de susciter une volonté politique accrue. La prise d'action est urgente !



Changement climatique, désastres et migration

Alors que le changement climatique, les désastres et la migration présentent des portées et des défis différents, une réflexion commune sur ces questions, menée au long du 5^{ème} Forum mondial de l'eau, est arrivée à la conclusion que de bonnes mesures d'adaptation mises en œuvre dans le cadre du changement climatique et des désastres permet d'atténuer vraiment la migration. Le milliard de personnes vivant dans des bidonvilles dans le monde montrent que des problèmes ruraux non résolus conduisent à des problèmes urbains. Par conséquent, et en dépit des disparités au sein de ces domaines, il faut travailler davantage afin de continuer à harmoniser les efforts avant que toute crise ne survienne. Par ailleurs, le message énonçant que l'eau est le médium par lequel agit le changement climatique, ainsi que le travail sur les « points chauds » et les recommandations formulées lors du 5^{ème} Forum mondial de l'eau seront diffusés au sein des processus de la COP-15 du CCNUCC et des autres processus internationaux.



Faire avancer le développement humain et les ODM

En dépit de la réalisation ou non des ODM, après 2015, la moitié de la population sera toujours dans le besoin. Lors du 5^{ème} Forum mondial de l'eau, on a identifié le manque de gestion efficace, d'investissements, de compétences institutionnelles et de priorité politique comme étant les principaux obstacles à la réalisation des ODM. Parmi la suggestion d'outils permettant d'assurer la couverture de tous les enfants en âge d'être scolarisés, on a proposé la création d'une convention mondiale mettant en œuvre le programme WASH dans les écoles.

Cependant, il a été clairement mentionné qu'il faut passer d'une gestion de crise croissante à un processus qui dirige des objectifs à plus long terme et reconnaissant l'interconnexion des défis. Cette idée est particulièrement importante dans l'harmonisation de l'usage de l'eau entre la production énergétique et alimentaire et les autres usages, de manière à ce que les besoins se complètent plutôt que d'entrer en concurrence. Le point de référence essentiel aujourd'hui associé à tous les défis en termes de développement et d'environnement est que d'ici 2050, la population mondiale atteindra les 9 milliards de personnes, et tous auront besoin d'eau et d'assainissement.



Gérer et protéger les ressources en eau

Ce thème a peut-être offert le terrain le plus fertile pour établir des passerelles entre les points de vue opposés sur les questions transfrontalières, le stockage, les infrastructures et l'environnement, et entre la politique et la mise en œuvre. Il est généralement accepté que les organisations des bassins versants offrent un moyen par lequel un grand éventail de partenaires peut travailler conjointement. En outre, un « Manuel sur la gestion intégrée des ressources en eau dans le cadre des bassins » a été présenté, fournissant des conseils utiles sur la manière d'améliorer la gouvernance des ressources en eau potable dans les bassins. Il a été également recommandé que la GIRE doit être mise en pratique à différentes échelles afin de permettre aux gouvernements et autres acteurs de déterminer l'allocation adéquate de l'eau et les solutions mondiales les plus appropriées pour toute situation donnée. Mais avant tout, ces recommandations doivent conduire à l'action.



World Water Council



Gestion et gouvernance

Une grande majorité de parties prenantes ont réaffirmé leur soutien au droit à l'eau et à l'assainissement, que de nombreux états ont déjà reconnu, et confirmé futurs leurs efforts pour sa mise en œuvre. Par ailleurs, on a atteint une meilleure compréhension des rôles complémentaires des secteurs public et privé, reconnaissant que des circonstances spécifiques amènent des solutions spécifiques. En outre, on a identifié 10 questions prioritaires afin de canaliser le changement institutionnel et les politiques. Dans un effort d'aborder

les questions de corruption, les participants ont sollicité la création d'un tribunal international afin de lutter contre les violations et ont appelé à l'intégration de garanties anti-corruption dans le cadre de la conception de projets. Ils ont également mis en relief que le besoin de participation du grand public constitue une composante essentielle de la bonne gouvernance.



Financement

Grâce à une série de panels, de sessions et d'évènements parallèles qui se sont déroulés au long de la semaine, les participants ont porté une attention plus soutenue que jamais aux questions de financement. Hormis la prise en compte que les besoins de financement du secteur de l'eau sont toujours gigantesques et qu'ils demeurent une contrainte majeure au développement, les discussions ont donné lieu à une meilleure compréhension des fondamentaux de l'économie du secteur de l'eau. Il a été convenu que les fonds doivent être alloués là où ils ont le plus grand impact. En équilibrant de manière flexible les 3T (tarifs, taxes et transferts), le paradigme opérationnel du secteur est en train d'évoluer de la « couverture complète des coûts » vers une « couverture durable des coûts ». Bien qu'il faille

donner une plus grande priorité à l'eau dans les budgets nationaux, une efficacité accrue et une innovation majeure peuvent notamment réduire les besoins de financement.



Développement de l'éducation, de la connaissance et des compétences

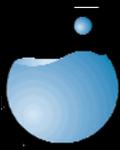
En vue de renforcer la science et l'éducation, les participants ont sollicité de :

- Améliorer le développement de la connaissance et des compétences au sein du secteur de l'eau;
- Améliorer la collecte, le partage et les mécanismes de diffusion de données;
- Promouvoir les approches intégrées fondées sur la

connaissance et la prise de décision informée dans la gestion des ressources en eau;

- Intégrer activement les associations de professionnels et l'ensemble des acteurs.

Afin d'atteindre ces objectifs, on a rédigé l'ébauche de principes directeurs concernant le développement de l'éducation, de la connaissance et des compétences. On a reconnu que les associations de réseaux et de jeunes sont des agents puissants pour le changement dans ce domaine, et ce particulièrement en raison de l'arrivée des nouvelles technologies qui amélioreront la interconnexion dans les stratégies de la gestion de l'eau à venir. Les partenaires se sont également engagés à améliorer l'organisation et la disponibilité de données liées à l'eau, en la renforçant à partir des systèmes actuels.



Les Processus régionaux

Mettre l'accent sur les spécificités régionales

Sept processus régionaux préparatoires, donnant lieu à des présentations des panels et d'autres activités dans le cadre du 5^{ème} Forum mondial de l'eau, ont apporté de riches contributions aux conclusions politiques et thématiques du Forum. Certains messages-clés sont présentés à continuation.

Les processus constituaient des catalyseurs importants permettant de mobiliser les participants, de promouvoir la coopération et d'influencer les processus décisionnels politiques au sein des régions. De nombreux forums régionaux seront de nouveau organisés dans le futur afin de soutenir les progrès continus sur les questions d'eau dans leur contexte local.



Le financement est une priorité pour l'Afrique

Il existe actuellement des engagements des plus hautes sphères politiques ainsi qu'une vision claire sur la manière d'atteindre la sécurité en eau en Afrique. Une augmentation progressive des financements destinés à l'expansion des infrastructures d'eau en Afrique est nécessaire (jusqu'à 50 milliards de dollars par an avec un manque de 30 milliards de dollars), mais aussi qu'elle débute prochainement afin de générer une croissance économique. Alors que

l'on dispose d'amples connaissances en termes de financement de l'eau potable et de l'assainissement, il faut néanmoins les approfondir sur les secteurs liés à l'eau, notamment l'agriculture et l'énergie. Il faudrait suivre une approche intégrée générale concernant le développement des infrastructures afin d'optimiser les usages multiples en prenant en compte les spécificités nationales et régionales. Par ailleurs, les gouvernements doivent être le principal acteur à faire un effort en termes d'actions de financement. Et pour conclure, il existe un besoin de coopération solide sur le développement des ressources en eaux transfrontalières, mais aussi en vue de renforcer l'intégration régionale.



Des efforts concertés pour les usages multiples au sein des Amériques

En tant que résultat du processus régional des Amériques, 250 participants issus de 35 pays, qui se sont rassemblés à Foz do Iguaçu, au Brésil, du 24 au 25 novembre 2008 à l'occasion du Forum de l'eau des Amériques, ont rédigé l'ébauche d'un document concis et consensuel contenant les douze principales recommandations pour la région, dont:

- La promotion de l'intégration sociale et de la lutte contre la pauvreté par le biais d'un accès général à l'approvisionnement en eau et à l'assainissement ainsi que par l'usage productif de l'eau soit par des moyens comme l'électricité hydraulique, l'irrigation pour la production alimentaire, le transport, le tourisme et les loisirs, dans le cadre d'un contexte durable;
- Le renforcement institutionnel des organes de gestion et la promotion d'une intégration interne et externe de politiques concernant les ressources en eau dans d'autres politiques sectorielles;
- Dans le cadre de spécificités régionales, la prise en compte des usages multiples de l'eau en s'appuyant sur un fondement rationnel et efficace, intégrant la sauvegarde, la protection et la reconquête de l'environnement, en tant qu'actions nécessaires pour l'amélioration de la disponibilité de l'eau.



Les désastres et les pénuries alimentaires affectent principalement la région Asie-Pacifique

De 1980 à 2006, approximativement la moitié des décès enregistrés dus à des désastres liés à l'eau ont eut lieu en Asie. L'Asie compte 90% des 4,7 milliards de personnes affectées par ces désastres. De même, dans le monde, deux tiers des personnes souffrant de la faim vivent en Asie. Dans cette région, une personne sur sept n'a pas accès à l'eau et la moitié de la population n'a pas accès à un assainissement de bas.

Bien qu'alarmants, les problèmes de la région Asie-Pacifique sont gérables avec une volonté, une direction et un engagement politiques forts. La région relève de manière frontale ces défis liés à l'eau et a apporté un modèle à suivre pour les autres processus régionaux, notamment par le biais de l'organisation fructueuse du premier Sommet de l'eau Asie-Pacifique qui s'est tenu à Beppu au Japon en décembre 2007.



L'Europe nécessite une coopération accrue à tous les niveaux

Des douzaines de parties prenantes en Europe ont conçu conjointement une « Vision sur l'eau pour l'Europe » qui sera intégrée, ainsi que les opinions sur les discussions dans le cadre du 5^{ème} Forum mondial de l'eau, dans un document d'orientation et présentée à la prochaine Commission européenne qui se tiendra en automne 2009. Elle met en exergue le besoin de coopération entre les secteurs, les acteurs, les pays et les régions en Europe afin de soutenir les progrès à réaliser par le biais d'une nouvelle approche plus holistique. Une partie des défis repose sur la sensibilisation du grand public : les individus doivent comprendre pourquoi et comment ils devraient contribuer. Une autre partie porte sur les mesures financières incitatives ciblées comme les taxes et les tarifs appropriés, et une

troisième partie sur des instruments juridiques et régulateurs bien définis. Par ailleurs, une meilleure information est nécessaire pour soutenir les processus décisionnels à tous les niveaux, depuis le dirigeant jusqu'à la personne qui ouvre le robinet de sa cuisine. La recherche et les données sur l'eau doivent être accessibles, compréhensibles et pertinentes pour les besoins et les préoccupations de ses usagers.



La Turquie s'entend sur l'eau avec ses voisins

En qualité de pays hôte du 5^{ème} Forum mondial de l'eau, la Turquie a organisé plus de 20 réunions préparatoires à l'intérieur et à l'extérieur de ses frontières en 2008, couvrant l'ensemble des 6 thèmes du Forum. La Turquie a également tenu le Premier Forum de l'eau d'Istanbul en février 2009 afin de concentrer et de préparer la participation régionale au 5^{ème}

Forum mondial de l'eau. Grâce à ce processus régional, la Turquie a elle-même servi de « passerelle » dans la promotion de la coopération au sein de cette partie du monde. En travaillant conjointement sur les défis qui divisent la région, les partenaires ont été capables d'identifier les problèmes, les besoins, les faiblesses et les compétences en termes d'eau, permettant par ailleurs la convergence de solutions communes et durables. Les activités de ce processus régional illustre de ce fait la manière dont l'eau peut être utilisée comme instrument puissant pour la paix et la sécurité, au profit de tous.



La région Arabe/MENA cherche à réformer les politiques et les pratiques actuelles

À l'issue d'une longue préparation, le 1^{er} Forum arabe de l'eau s'est tenu à Ryad, en Arabie saoudite, en novembre 2008 où la contribution des États arabes au 5^{ème} Forum mondial de l'eau a été discutée. La réflexion était axée sur la création de passerelles entre et au sein des pays, entre les pauvres et les riches, entre le présent et le futur et entre la science et la technologie. Afin de surmonter ces divergences

qui résultent des plus grands défis au sein des nations en termes de gestion des ressources en eau, le monde arabe doit suivre un ensemble d'approches multisectorielles, multi-acteurs et avec une gouvernance multi-niveaux. Le plus grand besoin ne repose pas sur de nouveaux schémas d'ingénierie mais sur la réforme des politiques et des pratiques actuelles qui permettront de relever les défis dans les décennies à venir. Surmonter ces divergences et passer du génie hydraulique à une compréhension de l'eau par le biais de perspectives multiples assurera une nouvelle époque de prospérité à l'eau dans le monde arabe. Les solutions aux problèmes de pénurie d'eau requièrent la prise en compte d'aspects culturels, éducatifs, scientifiques et de communication. Étant donné la reconnaissance politique croissante de l'importance de l'eau, c'est dans le domaine de la gestion durable de l'eau potable que l'on peut trouver une contribution accrue afin d'éviter ou de solutionner les problèmes liés à l'eau, y compris des changements futurs.



Les ministres conviennent de la création d'une stratégie méditerranéenne sur l'eau

Juste avant le 5^{ème} Forum mondial de l'eau, les ministres réunis à l'occasion de la Conférence ministérielle Euro-Méditerranée sur l'eau en Jordanie ont adopté une déclaration finale déclarant que la coopération régionale sera un outil essentiel et indispensable à la création d'une stratégie méditerranéenne pour l'eau. Le processus régional pour la Méditerranée a évolué vers la production de son

propre message qui identifie un certain nombre de questions prioritaires pour la Méditerranée. Elles comprennent le besoin d'adaptation au changement climatique et la gestion de la demande en eau, le renforcement de politiques d'eau renouvelées, et la mise en œuvre de mécanismes de recouvrement des coûts réalistes. De fait, les zones côtières souffrent d'effets accumulés dus à une densité accrue de la population, aux perspectives de croissance future, aux conséquences du tourisme, au déséquilibre territorial, à une pénurie d'eau croissante, aux zones humides côtières et au risque croissant de phénomènes extrêmes. Il faut également aborder les manières d'améliorer les compétences, l'échange d'information, la sensibilisation du grand public, la participation des parties prenantes, l'éducation et la création d'une nouvelle culture de l'eau.

Les autres activités



L'eau fait la une

Avec plus de 1.000 représentants de médias présents à Istanbul et des milliers d'articles et de reportages publiés, « l'eau » est devenue, plus que jamais un mot en vogue dans les médias internationaux. Grâce à leur travail sur place, des journalistes et des éditeurs du monde entier ont mis en lumière de nombreux sujets de vulgarisation, y compris le changement climatique et l'eau, la crise de l'eau et les conflits sur l'eau, mais également des questions émergentes comme la coopération transfrontalière et la relation entre l'eau, l'alimentation

et l'énergie. Le Centre sur l'eau pour les médias du Conseil mondial de l'eau, (www.watermediacenter.org) a facilité aux journalistes l'accès à l'information en mettant à leur



disposition des porte-paroles, des ouvrages de référence, des photos, des articles de presse et des documents complémentaires.



Établir des passerelles entre les générations

Le Forum pour les Enfants et le Forum pour la jeunesse, qui ont rassemblé des représentants de 25 pays, ont réussi à établir des passerelles entre les générations. Les jeunes auront un rôle prépondérant à jouer dans la solution des problèmes liés à l'eau dans le futur. Le Forum mondial de l'eau encourage les jeunes à devenir les vecteurs de cette amélioration vraiment nécessaire. La Déclaration de la jeunesse et la « vague » furent deux résultats clés des activités du Forum pour la jeunesse.



Et bien plus encore...

Le 5^{ème} Forum mondial de l'eau a également proposé 125 événements parallèles, un centre de connaissance proposant 35 cours à près de 600 participants, des expositions d'affiches, une foire des ONG et une Maison du Citoyen, une Expo mondiale de l'eau comptant près de 200 pavillons dont beaucoup d'entre eux ont offert des débats et des événements supplémentaires. Le Village mondial pour l'éducation à l'eau, les Rencontres internationales Eau et Cinéma, des événements de partenariats, un espace des intervenants et un vaste programme de loisirs culturel sont venus compléter le panorama dynamique et passionnant que représentait le 5^{ème} Forum mondial de l'eau.